

Résolution présentée par la délégation de la

République de l'Ouganda

Thème Droits politiques et sociaux

Concerne Traité pour arrêter la propagation de la communauté LGBTQI+

L'Assemblée Générale,

Préoccupée par les actions de plus en plus récurrentes de la communauté LGBTQI+, comme les marches de fierté, qui insiste à partager son message allant contre toutes les valeurs morales et la volonté de Dieu,

Dénonçant les actions faites par cette communauté qui vont *contre l'ordre de la nature* comme le dit le code pénal de 1950 de notre pays et les dangers que de telles actions et pensées représentent pour notre pays et le monde entier,

Craignant que si ces actions continuent à être impunies, le modèle de la famille traditionnelle disparaisse ainsi que toutes les bonnes valeurs qu'il représente et que les idées impures de cette communauté empoisonnent les esprits de nos jeunes, promeuvent le divorce et contribuent à la grandissante problématique du Sida,

Soulignant que notre pays peuplé de 82,4% de Chrétiens a été le deuxième pays au monde à faire passer la loi interdisant le mariage homosexuel et que le Pape François a lui-même décrit en 2018 l'homosexualité comme étant une maladie mentale, ainsi que le fait que des pays comme le Nigéria, la Zambie, le Tchad, l'Egypte, le Brunei, le Maroc et la Chine ont le même avis que nous face au problème de l'homosexualité et ont déjà pris des mesures face à ces actes, par exemple la Chine qui fait des traitements de douches glacées, électrochocs et médicaments,

Décide que les Etats doivent mettre en place un système de données internationales où seront regroupées toutes les dénonciations, faites par des citoyens, concernant des actes d'homosexualité ;

- qu'un système rééducatif pour les personnes de la communauté LGBTQI+ est nécessaire et sera mis en place sous l'autorité de l'Eglise qui leur apprendra les vraies valeurs morales pour les guérir de l'homosexualité ;
- que les Etats condamnent, selon leur système juridique, toute personne promouvant l'homosexualité, ainsi que les personnes commettant des crimes contre l'ordre de la nature, et sanctionnent plus sévèrement les récidivistes.

Le texte français fait foi.